

CIBLE

Fermeté ?

Face aux mouvements de révolte, Jean-Pierre Raffarin « appelle à la fermeté pour que ces séquestrations cessent (...) ». *La France ne peut pas donner le sentiment de ne pas être un État de droit, en matière sociale* ».

L'ancien Premier ministre se moque du monde. Le respect de l'État de droit commence par l'application rigoureuse des principes constitutionnels. Principe fondamental d'égalité, proclamé par la Déclaration de 1789 et constamment violé dans le domaine social. Principes affirmés dans le Préambule de 1946, scandaleusement ignoré depuis un quart de siècle : droit à l'emploi, protection de la santé, de la sécurité matérielle, du repos et des loisirs, garantie de « *moyens convenables d'existence* » à ceux qui ne peuvent plus travailler...

Fidèle à sa caste, Jean-Pierre Raffarin défend quant à lui le droit des contrats qui prévoient des parachutes dorés et ose déclarer que « *la première valeur économique, c'est l'attractivité* » à laquelle on sacrifie les salaires et l'emploi. Par son idéologie, par ses provocations, il doit être tenu pour l'un des responsables de la violence sociale qu'il condamne.

SÉPARATION ?

L'avenir de la Belgique

Famille de France

**Mariage
d'un prince**

p. 4

Monnaie

**En finir avec
le dollar**

p. 8

Retour de manivelle

Les dirigeants de tout acabit voulaient agir à leur guise par le langage qui rassure ceux que l'on veut berner et par les gestes qui intimident ceux qui voudraient s'insurger. Mais la crise mondiale marque l'échec total des techniques de communication.

On ne dira jamais assez que la mode, c'est ce qui se démode. Lors de sa sortie sur la Rolex, présentée comme le signe de la réussite sociale, Jacques Séguéla est apparu tel qu'il a toujours été : un clown cynique et jouisseur étranglé par le nœud coulant de sa propre « communication ».

L'avertissement n'a pas suffi. Ses confrères continuent à faire l'éloge de leurs techniques de manipulation et à se réjouir d'en posséder la parfaite maîtrise - qu'ils se font grassement monnayer. Ce qui leur permet d'afficher, pour nous éblouir, des mines bronzées et des chemises sur mesure. Thierry Saussez est un des lions de cette éblouissante confrérie. Homme-phare de la mercatique, Niagara de la pensée communicationnelle, le bonhomme, qui est fier de sa propre Rolex, est délégué interministériel à la communication - entendez par-là qu'il

organise la propagande de l'Élysée et de Matignon. Invité de l'émission *Parlons Net* (diffusée sur le site de Marianne2.fr), Thierry Saussez a proclamé que la communication est l'essence de la politique et que le supposé président Sarkozy est le communicant modèle. Si tel est le cas, Nicolas Sarkozy est en bonne logique la politique même dont Thierry Saussez serait le génial metteur en scène.

La boucle serait parfaitement bouclée s'il ne restait une ultime question : qu'est-ce que la Communication ? S'il s'agit d'une agréable présentation de décisions justes et nécessaires, le peuple-consommateur des produits de la mercatique gouvernementale n'a plus qu'à se taire pour mieux se nourrir du lait communicationnel. Le problème, c'est que le peuple crie sa colère. Il y a donc échec manifeste de la propagande élyséenne dans ce qu'elle prétend être (un bavardage sympa sur des thèmes branchés) et dans ce qu'elle est : un double langage qui vise à rassurer les bons et à intimider les méchants.

Rassurer. Le procédé existait avant 2007 mais c'est devenu la tâche spécifique de Matignon, où officie Thierry Saussez : on s'y emploie à apaiser les appréhensions et les colères déclenchées par les provocations de l'Élysée, où officie également Thierry Saussez. Son boulot, c'est donc de mettre en musique (syncopée) la politique géniale de son maître : agresser les braves gens en les assurant qu'on ne leur veut aucun mal.

Intimider. C'est l'autre aspect de la communication, que l'élégant Saussez fait semblant d'ignorer. On communique sur la répression des bandes de jeunes pour mettre en garde tous les jeunes, sur les expulsions d'étrangers en situation irrégulière pour mettre en garde tous les étrangers

(nettoyage annoncé de la jungle de Calais), sur l'arrestation de terroristes (l'affaire Julien Coupat) pour mettre en garde tous les marginaux, sur les porteurs de cagoule dans les manifestations pour mettre en garde tous les manifestants. On fait de la communication intimidante en sachant qu'on ne fera rien de concret : faire, en l'occurrence, c'est faire oublier que Nicolas Sarkozy est au pouvoir depuis 2002 et que les problèmes qu'il affirmait vouloir résoudre ne sont toujours pas résolus - ni à Calais, ni dans les quartiers difficiles.

L'échec politique est d'autant plus cinglant que les provocations de la supposée présidence et de son gouvernement-croupion, ajoutées aux conséquences de la crise mondiale, entraînent la dure réplique de ceux que Thierry Saussez avaient l'intention de berner. Manifestations massives, grèves, occupations d'usine, séquestration de responsables, mises à sac : la violence des salariés est malheureusement la seule réponse possible à une oligarchie qui mise tout sur la communication pour jouir de son pouvoir dans une confortable surdité.

Mais voici l'épreuve de vérité : les discours habiles sont inefficaces contre la réalité des licenciements et des fermetures d'usines. Thierry Saussez et ses compères ne servent plus à rien - sauf à dévorer des budgets -, ne sont plus rien. Aveugles dans leur petit monde de borgnes, ils ne le savent pas encore.

Angélique LACANE

royaliste
REVUE POLITIQUE BILAN

SOMMAIRE : p.2 : Retour de manivelle - p.3 : Endettement et déficit budgétaire - Monnaies - p.4 : Mariage d'un prince - p.5 : Racisme - p.6/7 : Quel avenir pour la Belgique ? - p.8 : Comment en finir avec le dollar ? - p.9 : Boèce, l'ambition de l'intelligence - p.10 : En fils de roi - L'armée des petites ombres - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Non aux atlantistes.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Endettement et déficit budgétaire

Alors que la crise bat son plein et que nos concitoyens s'apprêtent à remplir leur déclaration d'impôt, ressurgit le débat récurrent sur l'endettement de la France et le déficit budgétaire.

Une petite mise au point s'impose sur les notions économiques auxquelles on se réfère et que l'on utilise parfois sans précaution.

Exemples : « *Les caisses sont vides* », « *la France est en faillite* », « *chaque enfant qui naît, aujourd'hui, naît avec une dette de 18 700 euros* », « *l'endettement public est le fardeau des générations futures* », « *les déficits se creusent de façon vertigineuse ; un jour cela va se payer* », « *c'est une nouvelle illustration de l'exception française* »... Voilà un florilège des idées reçues que les médias et les politiques rabâchent à l'envi. Et chacun d'y aller de ses propositions qui vont toutes dans le sens d'une déréglementation. Ainsi faudrait-il réduire le train de vie de l'État, intensifier la privatisation des services publics, confier la protection sociale aux assureurs, augmenter la durée du travail... Si c'était si facile, cela se saurait. Essayons d'y voir plus clair.

Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) (1), la dette publique de la France, au sens de Maastricht, se situait en 2006 à 64,2 % du PIB ; elle est légèrement inférieure à celle de la moyenne de la zone euro (69,1 %) et de l'Allemagne (67,9 %). Celle de l'Italie s'élève à 107 %, celle du Japon à 159 %. Il n'y a donc pas d'exception française en la matière. Par ailleurs la dette, toujours au sens de Maastricht, est une mesure brute qui ne

prend pas en compte les actifs financiers (actions cotées, dépôts...) détenus par les administrations publiques, mais surtout les actifs physiques (notamment les infrastructures). Si on prend en compte ces données, la dette se transforme en excédent de 37,8 % du Produit intérieur brut (PIB), en augmentation de 22 points entre 1995 et 2006.

Enfin, au regard du patrimoine de la Nation, chaque Français né en 2006 hérite en moyenne de 185 400 euros. Conséquence : le bébé qui naît, aujourd'hui, ne récupère pas une dette publique de 18 700 euros, mais il hérite d'un actif d'environ 11 000 euros. « *Le nouveau-né français hérite d'une dette publique, mais il hérite aussi d'actifs publics : routes, écoles, maternité, équipements sportifs... Évoquer la partie de la dette publique dont hérite un nouveau-né en France aujourd'hui, sans évoquer les actifs publics n'a guère de sens économique : le jeune Français qui entre dans la vie active à 20 ou 25 ans peut certes refuser de rembourser la dette publique, mais il serait juste qu'en contrepartie il rembourse à la génération précédente son éducation, ses dépenses de santé, les équipements collectifs* » souligne encore l'OFCE (2).

Concernant le déficit budgétaire, il convient de constater qu'en période de crise, cet outil demeure le seul moyen d'action dont dispose l'État pour agir sur la croissance. En théorie, il existe deux autres

leviers d'action : la politique monétaire et la politique de change. Avec la création de la Banque centrale européenne, il s'est privé du premier. Quant à l'action sur le taux de change, dans une économie internationale où le dollar règne en maître, elle est devenue illusoire. Reste donc la politique budgétaire. Faut-il en déduire qu'il faut faire du déficit public une règle de conduite ? Là encore, l'OFCE, par l'intermédiaire d'Eric Heyer rappelle que : « *par nature, la politique budgétaire est contra-cyclique : en période de croissance, elle doit être restrictive, pour éviter la surchauffe et donc favoriser le retour à l'équilibre ; à l'inverse, quand l'activité est faible, elle doit être expansionniste et s'appuyer sur le déficit* ». Dans la période actuelle, pour favoriser l'activité économique et l'emploi, le gouvernement ne peut pas faire l'économie d'accroître le déficit.

Fort de cette mise au point et faute d'un courage politique qui ose rompre avec l'idéologie économique ambiante, on peut d'ores et déjà affirmer que le plan de relance du gouvernement est voué à l'échec et que la France devra affronter, demain, une récession beaucoup plus grave, avec des conséquences sociales dont on commence à percevoir aujourd'hui les prémices.

Nicolas PALUMBO

(1) M. Plane - « *Finances publiques 2008 : la France différente* », in *Lettre de l'OFCE* n° 293 de décembre 2007.

(2) J. Creel & H. Sterdyniak - « *Faut-il réduire la dette publique ?* », in *Lettre de l'OFCE* n° 271 de janvier 2006.

Monnaies

Dans l'océan des mauvaises nouvelles, que trouve-t-on ? De bonnes nouvelles : la croissance économique mondiale va repartir dès 2010 ! Ce sont les financiers du G7 qui le disent et qui annoncent même un taux de 1,9 %, calculé par des experts qui, c'est connu, ne se trompent jamais.

Nous, on donne le chiffre et on prend rendez-vous tout en sachant que les bonnes gens du G7 veillent à l'équilibre de leurs informations : d'un côté ils affichent leur optimisme ; de l'autre ils disent leur pessimisme en soulignant les *forts risques* qui menacent la reprise annoncée. On songe bien sûr aux milliards de dollars d'actifs toxiques qui polluent les comptes des banques et qui ne sont toujours pas nettoyés.

A notre humble avis, il faudrait aussi prendre garde aux drôles de choses qui se passent aux États-Unis où la confiance dans le dollar en a pris un sacré coup ces derniers temps – malgré Barack Obama. Dans un certain nombre de petites villes, on n'utilise plus les dollars mais des monnaies locales (Plenty, Ithaca Hours, Berkshares) comme pendant la dépression des années trente, comme en Argentine au tout début de ce siècle.

Les adeptes des communautés de base apprécieront ces pratiques. Elles soulignent selon nous la gravité de la crise aux États-Unis et l'ultime paradoxe de la globalisation ultra-libérale qui conduit à l'autarcie économique et financière de petits groupes qui pensent s'en sortir en se coupant du monde qui les entoure.

Jacques BLANGY

Mariage d'un prince

Jean, duc de Vendôme, épouse Philomena de Tornos y Steinhart ce samedi 2 mai à Senlis. En ce cadet d'Orléans, quarante-trois ans, que l'empêchement physique de l'ainé François a placé en première ligne pour la succession d'Henri, comte de Paris, son père, reposent nos espérances. Que vienne le moment où ce seront celles de la France !

Le mariage de Jean a de quoi réjouir ceux qui savent la manière simple et naturelle dont se perpétue le service royal : une vie de famille, insérée dans l'histoire d'une ou plusieurs nations. Mieux que jamais s'applique le *plusieurs* à cette alliance, où un descendant des Bourbons-Orléans, avec leurs ramifications européennes, s'unit à une jeune fille d'ascendance hispanique - le grand-père Juan fut longtemps à Estoril responsable du secrétariat du comte de Barcelone en exil - tandis que du côté maternel autrichien, fleurit tout un bouquet de nobles en terres d'Empire dont certain, diplomate de la Divine Porte, se titrait Mourad Effendi (1).

L'évènement public se présente sous un jour symbolique éloquent. Jean et Philomena ont échangé leur consentement en mairie du VII^e arrondissement de Paris dont le maire, Rachida Dati, compara, non sans humour, sa qualité de garde des Sceaux place Vendôme, à l'apanage du marié, puis avec une certaine élégance républicaine recon-

nut en la tradition capétienne millénaire le patrimoine commun à tous les Français, racrocha sa dimension européenne aux prochaines élections où elle se présente, avant de féliciter les futurs époux pour leurs engagements, leur ouverture aux autres, et en particulier : « *Monseigneur, vous parcourez le monde... pour la défense et la promotion du patrimoine artistique et culturel français, la protection de l'environnement dans ses dimensions matérielles, humaines et spirituelles, le développement de la francophonie et la promotion d'une économie plus humaine.* »

Quant à la solennelle bénédiction nuptiale, le couple la reçoit en la cathédrale Notre-Dame de Senlis, ville où Hugues Capet, fondateur de la dynastie, fut élu roi des Francs en 987. Ce rappel aux sources eût pu se compléter pour un large public - s'il eût été convié à la réception privée qui suit au château de Chantilly - du fait que cet ancien domaine de la maison d'Orléans, enrichi des somptueuses collections du duc d'Aumale, fut offert

par celui-ci à la nation et confié à la garde de l'Institut de France.

Les symboles sont ainsi disposés de telle sorte que nul ne peut ignorer la dimension qu'ils occupent dans les actes présents : au-delà de Jean et de Philomena, l'Histoire - une histoire parallèle, sans doute, encore latente - pose ses jalons en vue de développements qui les dépassent tous deux et nous dépassent. Nul ne peut préjuger qu'ils s'accompliront, mais ces développements entrent dans la perspective de leur existence commune, et, tant qu'ils ne renoncent pas à l'héritage, les accompagneront. C'est la part, pour ainsi dire *passive*, implicite ou reçue, de la mission royale : être prince n'est **honneur** que parce que sa gloire est une charge.

Voudront-ils la porter ? En auront-ils l'occasion ?

La première question reçoit aujourd'hui la réponse ambiguë que l'on devine : le privilège d'être né et de se voir offrir une place au festin clinquant des riches et des importants peut frôler le déshonneur, y tomber. À cela, le prince Jean apporte une réponse ciselée dans le marbre de sa conscience : « *Je pense en prince chrétien, j'agis en prince français* ». On ne peut donc lui faire grief de se dérober aux déchirements même de sa fonction de prince en attente : il en mesure le double aspect et lui accorde un dou-

ble respect que personne ne peut interdire.

Maintenant, s'ouvre l'énigme du moment de la rencontre avec l'action, l'engagement, voire le pouvoir. Ce moment se prépare. La Providence répond au labeur, n'apparaît comme hasard gratuit, miraculeuse surprise, qu'après coup. Une vocation à la responsabilité publique est un leitmotiv, une obsession, un art dévorant pour celui qui l'exerce : on ne vient le chercher dans son désert que parce qu'il est secrètement passé maître. Jean IV est-il un **prétendant** de cette trempe ?

Veut-il à ce point porter la charge, traîner le fardeau, est-il dès maintenant averti du poids qui pèse sur ses concitoyens, ceux qui manient le pouvoir et ceux qui le subissent ? Partage-t-il leurs découragements, leurs espoirs, jusqu'à leur révolte ? Est-il prêt à repartir de zéro chaque jour tout en ayant les plus vastes vues sur l'avenir, le goût du salut ? Mystère. Nous l'aurions désiré jusqu'ici plus proche de la pratique, du coude à coude avec les plus populaires du peuple comme avec les hommes d'État - parmi eux, d'héroïques monarques de notre temps - qui auraient pu lui partager des bribes de destin d'où faire son miel. Avions-nous tort ?

Les temps qui viennent menacent de le heurter brutalement et réveiller en lui un sentiment d'urgence. Le peuple en état de manque, des peuples en état de siège, et le théâtre d'ombre de bandits, passant de l'extrême ridicule à l'abominable... Un grand carnaval de misère, corruption, oppression, prépare ses confettis, ses chars, ses masques... Que lui opposera le prince chrétien en son cœur ? Que ripostera publiquement le prince français ? Sera-t-il l'étendard de résistance et de résurrection sous lequel servir ?

Tous nos vœux, Madame, Monseigneur !

Luc de GOUSTINE

(1) Franz Xaver Karl Georg Arthur von Werner, alias Mourad Effendi (* Vienne 30-05-1836, † The Hague le 12-9-1881), écrivain, diplomate turc, m. 1867.

La Saga des Rois de France

C'est sous ce titre qu'à l'occasion du mariage du prince Jean, l'hebdomadaire *Point de Vue* a fait paraître un remarquable numéro "Histoire" hors-série. Nous en reparlerons dans *Royaliste* mais n'attendez pas pour vous le procurer, il risque d'être épuisé assez rapidement.

Actuellement en vente dans les kiosques au prix de 5,50 €.

Racisme

Le nouveau monde de Mandela et d'Obama ne parvient pas à s'extraire des arrières-mondes.

Les échecs de la diplomatie onusienne à Genève lors de la conférence de révision de la convention de Durban (2001) sont à mettre au compte certes d'erreurs techniques mais surtout d'un déficit politique et d'une faiblesse de pensée.

Rarement a-t-on assisté à une telle cacophonie de la part de la diplomatie des pays européens. Dans une enceinte multilatérale, la diplomatie consiste à nouer des alliances, à bâtir des coalitions d'intérêts afin de dégager des majorités voire un consensus. Cela a finalement été fait sur le texte grâce à l'astuce et l'entregent du ministre-conseiller de l'ambassade de Russie à Genève, tous les autres ayant ou abandonné ou déclaré forfait. Mais sur le fond, l'Europe, et spécialement la France, ont atteint un niveau record d'isolement. Cela en dit long sur le message dont nous sommes porteurs.

Le problème n'est en effet pas à ce stade de rester fidèles à des principes, mais de conserver une capacité à manœuvrer. Le fait, par exemple, de se battre sur tous les fronts à la fois maximalise les oppositions. Ajouter à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme et les religions ne nous laisse guère d'alliés, même en notre propre sein. Non qu'il ne faille promouvoir l'ensemble des droits, mais il convient dans une assemblée internationale de le faire dans un certain ordre. C'était pain bénit pour ceux qui veulent tout nier en bloc. Contrairement à ce que l'on avance habituellement, ce n'est pas de cette manière que s'y sont pris

les auteurs de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* en 1948. Maritain relevait que si l'on en était resté au niveau des principes ou des raisons philosophiques, on ne se serait jamais mis d'accord.

Mais l'échec cette fois n'est pas qu'une affaire de détail technique ou de tactique. Il a été dû à un vide abyssal des politiques, M. Ahmadinejad excepté ! N'avez-vous jamais entendu un discours programmatique sur le sujet du racisme de la part de M. Sarkozy ou du président Obama ? Oui, à Dakar pour le premier, à Philadelphie pour le second quand il était candidat et attaqué sur son amitié avec un pasteur noir extrémiste. Or il semble que personne n'ait fait le lien avec cette conférence de l'ONU. Si l'on rejette la compétence de l'ONU sur le sujet, ce qui est défendable, pourquoi ne pas le dire ouvertement ? Oui, le racisme et l'antisémitisme sont une affaire trop politique pour la laisser traiter par les instances onusiennes. C'est une affaire de gouvernement et nous allons nous en occuper directement, par exemple au G 20 ou à l'Otan, que sais-je encore ?

On n'ose pas le dire, parce que Français comme Américains ou autres occidentaux, on ne sait pas trop comment s'y prendre. Nous ne disposons pas d'une alternative claire au discours onusien ni d'un plus petit dénominateur commun qui arrange tout le monde. Le résultat c'est l'échec à lutter efficacement contre le racisme et l'antisémitisme dans le monde, et un jour chez soi. Tous les efforts consentis, notamment à l'Unesco, au lendemain de la Seconde Guerre

mondiale n'ont pas réussi à éradiquer le fléau. Nous nous retrouvons cinquante ans plus tard dans la même impuissance. Pourquoi ? L'une des raisons - il en est certainement bien d'autres - est que nous continuons à situer le racisme et l'antisémitisme dans la liste des atteintes aux droits de l'Homme. Or il ne s'agit pas seulement d'une question de droits, mais de pouvoir. Il ne s'agit pas seulement de discriminations individuelles, mais de groupes et pas de n'importe quels groupes mais de peuples et de nations les uns contre les autres, donc d'une question de guerre et de paix.

Si l'on veut demeurer au niveau de l'ONU, ce n'est pas une question pour le *Conseil des droits de l'Homme* à Genève, mais pour le *Conseil de Sécurité* à New York. C'est une question qui commande l'équilibre du monde, et qu'on le veuille ou non, malgré l'ambivalence du vocable, une question postcoloniale. Seul celui qui aura le courage politique de la traiter ouvertement, sans vouloir ménager la chèvre et le chou, sans prétendre accoucher de motions nègre-blanc, sans répondre à des accusations, de manière défensive, repentante et passiste, mais en imaginant de nouveaux concepts, positifs, offensifs, et dans une vision d'avenir, seul celui-là clouera le bec à M. Ahmadinejad qui prolifère sur le vide. Dakar et Philadelphie étaient de premiers essais. Il faut continuer dans cette voie, avec d'autant plus d'audace que le racisme et l'antisémitisme progressent dangereusement et, comme dans toute crise mondiale, risquent de servir à nouveau de boucs émissaires.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **SUÈDE** - Selon un récent sondage de l'institut Sifo Sweden 74 % des Suédois sont partisans de la monarchie constitutionnelle actuelle. L'annonce du futur mariage de la princesse héritière Victoria avec Daniel Westling, son ancien professeur de gymnastique, n'a pas entaché la bonne image dont jouit la famille royale auprès des Suédois. Le mariage sera célébré en 2010 l'année du bicentenaire de la dynastie Bernadotte. Depuis l'abolition de la loi salique en 1980, si le roi Charles XVI Gustaf, âgé de 62 ans, venait à abdiquer ce serait la princesse Victoria, âgée de 31 ans, qui deviendrait reine.

♦ **ROUMANIE** - Le roi Michel de Roumanie a pris une initiative inhabituelle en faisant part publiquement de son soutien à la candidature de son gendre le prince Radu à la prochaine élection présidentielle. Le roi a reconnu que la candidature à une fonction publique « n'était pas une chose normale pour un membre de la maison royale » mais qu'il le faisait parce que « la Roumanie traversait des temps difficiles ». « J'ai toujours fait les choses pour le bien du pays. [...] Je vous appelle tous à l'appui de cette étape importante pour la Roumanie ». Jusqu'ici seul candidat déclaré, le prince Radu aura vraisemblablement comme concurrent le président actuel Traian Basecu qui selon un sondage remporterait aujourd'hui 41 % des suffrages. Mais les élections ne sont que dans huit mois...

♦ **MAROC** - C'est au mausolée Mohammed V de Rabat que le roi Mohammed VI a présidé les cérémonies religieuses marquant le dixième anniversaire de la mort de son père le roi Hassan II. Le roi était accompagné de son frère Moulay Rachid et de son cousin Moulay Ismail, en présence de toutes les autorités constituées du pays et des chefs des différents partis politiques.

♦ **DANEMARK** - Dans un entretien exclusif accordé au magazine américain *Parade* le prince héritier Frédéric de Danemark a expliqué et défendu le rôle de la monarchie danoise dans une nation démocratique moderne et en pleine évolution. « Nous essayons autant que nous le pouvons d'être en phase avec les citoyens danois » a-t-il déclaré ajoutant que « si la tradition est importante pour la famille royale, l'adaptation est également nécessaire ». « Devant les changements de la société, notre famille devra réfléchir à ces changements car il y aura sans doute une nécessité pour assurer la continuité ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Le prince Charles, héritier de la couronne d'Angleterre, et son épouse Camilla ont été reçus en Italie pour une visite de deux jours au cours de laquelle ils ont rencontré le président italien Giorgio Napolitano et ont été reçus en audience privée au Vatican par le pape Benoît XVI. Audience au cours de laquelle a été évoqué le projet de changement des Lois de succession, lois qui interdisent actuellement à un héritier du trône de se marier à une catholique romaine.

Quel avenir pour la Belgique ?

Longtemps correspondant du *Monde* à Bruxelles, José-Alain Fralon est l'auteur de nombreux livres sur la Belgique. Aujourd'hui, la question du royaume de Belgique est posée ; de son avenir et de sa mort possible. José-Alain Fralon pense désormais que l'indépendance de la Flandre est inéluctable à terme. Dans son dernier ouvrage, *La Belgique est morte, vive la Belgique !*, il envisage une hypothèse audacieuse : une Belgique constituée uniquement de Bruxelles et de la Wallonie !

■ **Royaliste : Pour quelle raison avez-vous écrit ce livre ?**

José-Alain Fralon : Sur la Belgique, les historiens ne sont pas d'accord entre eux. Qui veut écrire une histoire de ce pays s'aperçoit que, selon que l'on se trouve d'un côté ou de l'autre de la frontière linguistique, l'histoire belge est différente ; et même au sein de la Wallonie l'Histoire varie en fonction des familles politiques. Quand un futur Premier ministre chante la Marseillaise à la place de la Brabançonne, cela crée un débat. À l'intérieur de quel périmètre - la région, un pays qui existe plus ou moins, l'Europe ? - les citoyens sont-ils les plus libres et les plus solidaires ? Ce débat se pose en Belgique. Il se posera peut-être ailleurs...

Ce livre est un ouvrage de nostalgie et d'espoir. De nostalgie, parce que j'aime beaucoup la Belgique. La complexité n'est pas pour moi un défaut. C'est une valeur par rapport au simplisme qui a fait tant de mal dans notre histoire.

Ce pays a fait de belles choses, notamment culturellement, et le bilan est tout de même positif. Je croyais que cela allait continuer et j'ai l'impression de m'être fait un peu flouer, en particulier par nos amis flamands. Cela dit, la Belgique ne va pas disparaître ou éclater comme certains pays à l'issue de la Première Guerre mondiale. La Belgique continuera. En ce sens, mon livre est un livre d'espoir.

Il y a cependant deux événements qui ont marqué le début de la fin. La plupart des Premiers ministres, depuis la fin de la guerre, viennent du parti social-chrétien qui est l'armature de la Belgique (la Flandre est très catholique). Le premier événement est advenu lorsque le président de ce parti, peut-être pour des raisons électorales, a signé un accord avec une formation ouvertement indépendantiste. Le second a trait à une émission appelée *Bye, bye Belgium*. Cette fiction (de la Radio et Télévision Belge Francophone), qui n'a pas été présentée comme telle pendant

les dix premières minutes, a mis en scène la sécession de la Flandre. Pratiquement aucun francophone n'a eu l'idée de passer sur les chaînes flamandes pour savoir ce qui se passait réellement chez eux. Pourquoi ? Parce que les francophones ne regardent plus la télévision flamande. De plus, personne n'a même pensé à téléphoner en Flandre. Nous avons deux pays qui vivent sur des planètes différentes et, depuis ces événements, le nombre des choses qui se produisent tous les jours et annoncent la dislocation va croissant. Il y a vraiment deux nations.

■ **Royaliste : Depuis quand le terme de Flandre s'étend-il à l'ensemble de la Belgique néerlandophone ?**

José-Alain Fralon : Tout le monde raconte une histoire des Flandres différente. La Flandre n'existe que depuis la Belgique. Auparavant, elle était divisée entre Anvers, Gand... Elle ne s'est unie que par rapport à la Belgique. Certains historiens prétendent que

la Belgique existait au temps des Gaulois. Mais ce dont je suis certain, c'est que le nationalisme flamand s'est créé avec la Belgique. À chaque fois que l'on entre dans l'histoire de la Belgique avant sa création en 1830, il y a des dialogues d'historiens extraordinaires : à partir des mêmes faits, chacun propose son interprétation. Aujourd'hui, il existe une nouvelle école historique belge qui essaie d'analyser les événements de manière plus scientifique, mais ce n'est pas évident...

La clef des relations communautaires a été révélée par un historien francophone, Vincent Dujardin : « *l'histoire de la Belgique, c'est l'histoire de deux nationalismes : le nationalisme belge et le nationalisme flamand* ». Quand on comprend cela, on saisit l'essentiel. Le 21 juillet 1831, Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha prête serment uniquement en français. Déjà, la coupure est là. Cette Flandre, à l'époque une des régions les plus pauvres d'Europe, était méprisée. La bourgeoisie flamande - les *Fransquillons* - mettait un point d'honneur à parler français. On parlait « *français au salon et flamand à la cuisine* ». En 1907, *Le Soir* - journal libéral - titre : « *Faut-il bégayer par amour du bègue ?* ». Il poursuit : « *Quoi que l'on dise et quoi que l'on fasse, les Flamands... parleront tous un jour le français, c'est inévitable* ».

Le premier roi à prêter serment aussi en néerlandais sera Albert 1^{er}. En 1914, il y a une sorte d'union sacrée. En 1918, lorsque Albert 1^{er} rentre à Bruxelles, toute la Nation est derrière lui. Et pourtant, les Flamands disent que certains d'entre eux sont morts parce que tous les officiers étaient francophones et qu'ils ne comprenaient pas les ordres. C'est resté dans l'imaginaire. Après la Première Guerre mondiale, commence la reconquête : les Flamands essaient d'imposer le bilinguisme. C'est par opposition à la Belgique francophone que la Flandre a fait son unité.

■ Royaliste : Existe-t-il d'autres causes au divorce entre Flamands et Wallons ?

José-Alain Fralon : Un autre événement est pour moi fondamental : ce que l'on a appelé *La Question royale*. En 1940, Léopold III décide de rester à Bruxelles quand les Allemands envahissent la Belgique. En 1945, il est en exil à l'étranger car, au lendemain du débarquement en 1944, lui et sa famille ont été emmenés par les Allemands en captivité et transférés en Autriche. Lorsqu'il veut revenir, les Chambres sont divisées sur la question de savoir s'il doit remonter sur le trône. Communistes et socialistes sont contre. Les chrétiens démocrates sont pour. Pendant cinq ans, on ne trouve pas de solution. Cela se termine par une consultation populaire.

58 % des Belges se prononcent pour le retour du roi. Mais si une majorité écrasante de Flamands l'approuve, une majorité de Bruxellois et surtout de Wallons s'y oppose. Finalement, le roi abdique en faveur de Baudouin. À partir de là, le mouvement flamand se met en marche. De plus, économiquement, la situation commence à changer. La Flandre rattrape la Wallonie. Le tournant, c'est 1960. Entre temps, Bruxelles, qui en 1830 parlait flamand, est devenue presque totalement francophone. Pour les Flamands, le partage de base est le suivant : « nous sommes plus nombreux et plus riches. Nous n'acceptons la parité au gou-

vernement central que contre la parité à Bruxelles où nous sommes minoritaires ».

Entre 1960 et 1972, sonne l'heure de la revanche pour les Flamands qui revendiquent le pouvoir. Il y a des marches flamandes importantes sur Bruxelles, des bagarres dans les Fourons. La situation est alors plus dure qu'aujourd'hui. De 1972 à 1993, j'ai intitulé mon chapitre : *la Flandre ne dort jamais*. À chaque fois qu'il y a des discussions, le rouleau compresseur flamand avance. En 1993, la Belgique est devenue officiellement un État fédéral. Les Flamands ont toujours un *plan B* en poche, alors que je ne crois pas qu'il y ait un nationalisme wallon. L'indépendance de la Flandre semble inéluctable. Je ne pense pas que la Belgique fêtera son bicentenaire en 2030.

■ Royaliste : Vous terminez votre livre par trois lettres...

José-Alain Fralon : J'ai effectivement écrit trois lettres. La première, à un Flamand qui veut l'indépendance. Je lui dis : Pourquoi pas ? Vous avez tout pour y parvenir, mais avancez à visage découvert. Et ne croyez pas que cela changera grand-chose. Vous aurez certes votre drapeau, mais la monnaie, la base législative, c'est l'Europe. Ce qui me fait peur, c'est que la Flandre est la région la plus à droite, voire à l'extrême droite de l'Europe. Le jour où vous déclarerez votre indépendance, vous n'aurez plus le droit de réclamer quoi que ce soit sur Bruxelles. Et bonne chance pour choisir votre capitale...

La deuxième lettre s'adresse aux Bruxellois. Certains préconisent de faire de Bruxelles la capitale de l'Europe sur le modèle de Washington D.C. C'est une vue de l'esprit. L'Europe n'est pas assez aboutie. Cette vision est en fait la dernière carte des Flamands qui savent qu'ils ne peuvent plus contrôler Bruxelles. Ils la verraient bien comme un club où l'on parlerait anglais. Je dis à mes amis flamands que la langue d'une ville est celle dans laquelle on s'engueule dans le métro ou dans la rue.



■ Manifestation des « rattachistes ». Mais pourraient-ils supporter longtemps la centralisation à la française ?

La troisième lettre concerne la Wallonie. Je me suis fait beaucoup d'ennemis parmi les rattachistes qui veulent l'union de la Wallonie et de la France. Avec la France, on partage déjà tellement de choses : la culture, la langue. ... c'est énorme. Mais, à propos de ce que nous ne partageons pas, ce sera tellement dur de faire l'amalgame. En caricaturant imaginez un préfet venant des Alpes-Maritimes et déclarant à Liège - ville principauté très indépendante - : *l'État, c'est moi...* Le jacobinisme français, cela existe, pour le meilleur et pour le pire. Je dis en riant à mes amis rattachistes : « vous voulez être rattachés à la France et, dans vingt ans, il y aura un mouvement pour l'indépendance de la Wallonie ! » Ils veulent aussi que Bruxelles soit aussi rattachée à la France. Là encore, c'est une vue de l'esprit. Les Anglais et les Allemands ne pourraient accepter de laisser à la France les deux capitales de l'Europe : Bruxelles et Strasbourg.

Je termine mon livre en paraphrasant Jules Destrée : « Sire, je dois vous dire la vérité. Enfin, vous ne régnerez plus sur deux peuples, mais sur un seul. L'autre s'est fait la belle... ». Je trouve que ce pays pourrait très bien fonctionner entre Bruxelles et Wallonie.

■ Royaliste : Les autorités françaises réfléchissent-elles à la situation belge ?

José-Alain Fralon : Comment dit-on à propos du Québec ?

« Ni ingérence, ni indifférence ». J'ai cherché partout. Je n'ai pas trouvé quelqu'un qui puisse dire un mot à propos de ce pays ami, où le français est parlé, où se trouve une des capitales de l'Europe... je suis frappé par la méconnaissance des dirigeants français lorsqu'ils se trouvent en Belgique.

■ Royaliste : Que se passerait-il vis-à-vis de l'Europe si la Flandre déclarait son indépendance ?

José-Alain Fralon : Une fois l'indépendance de la Flandre acquise, la solution que j'entrevois est la suivante : la Belgique, qui a signé le traité de Rome, reste la Belgique en gardant, si elle le souhaite, son roi. À côté, il y a un pays nouveau : la République flamande qui demande son adhésion. L'intégration peut être rapide si les vingt-sept sont d'accord. Évidemment, la Belgique francophone négocierait des contreparties, notamment sur le désenclavement de Bruxelles...

Propos recueillis par
Alain SOLARI

José-Alain Fralon

« *La Belgique est morte, vive la Belgique !* »

prix franco : 18 €.

Achat immédiat

Comment en finir avec le dollar ?

Un historien et un économiste se sont associés ⁽¹⁾ pour expliquer l'histoire monétaire de l'Occident et pour dénoncer l'étalon-dollar comme cause première de la crise du capitalisme. Voici que s'élabore une nouvelle démarche libérale.

Lorsque deux doctrines complexes se rencontrent, les points d'accord et de désaccord ne sont pas faciles à préciser. Pour notre part, nous nous sommes peu à peu situés parmi les héritiers du libéralisme politique français (monarchiens et monarchistes libéraux du XIX^e siècle) et nous contestons sur le fond le libéralisme économique. De leur côté, Édouard Husson, historien, et Norman Palma, économiste, s'affirment libéraux en politique comme en économie tout en se réclamant de l'œuvre gaullienne - y compris dans le domaine monétaire. Tous deux refusent le système monétaire dominé par le dollar, qui serait selon eux le principal responsable de la catastrophe en cours. Pour établir leur thèse, ils ont refait toute l'histoire de la monnaie et rappelé les pensées fondatrices - le judaïsme, le christianisme, l'aristotélisme - de la doctrine monétaire traditionnelle. Leur souci pédagogique est hautement louable, leur volonté de cohérence est remarquable. Emportent-ils la conviction ?

Oui, assurément, lorsqu'ils reprennent la critique gaullienne du système monétaire international et la prolongent par une mise en cause du régime de l'étalon-dollar établi par l'Accord de Washington de 1971. Le général de Gaulle avait raison de dénoncer, dès

1965, l'usage que les États-Unis faisaient de leur monnaie : grâce à la puissance américaine, le dollar, monnaie internationale définie par rapport à l'or, demeurerait la monnaie d'un pays qui pouvait régler sa dette extérieure avec du papier - toujours accepté puisqu'il était considéré comme *aussi bon que l'or*.

Ce « *moyen de crédit approprié à un État* », comme disait le Général, s'est développé lorsque Richard Nixon décida le 15 août 1971 de supprimer la garantie or du dollar et surtout lorsque les Français (Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing) et les Américains se mirent d'accord sur le fait que l'étalon-dollar évoluerait dans un système de taux de changes flexibles. C'était donner aux États-Unis la maîtrise du jeu monétaire - qui fut par la suite limitée par la mise sur pied, à partir de 1972, d'un système monétaire européen.

Le fait que, de 1945 à 2009, les États-Unis aient pu vivre à crédit aux dépens du reste du monde est bien expliqué et il est facile d'en conclure avec Édouard Husson et Norman Palma que ce mécanisme n'a que trop duré.

Est-il possible d'entériner la totalité de leurs analyses et la solution monétaire qui s'en dégage ? La réponse est positive, si l'on accepte les principes du libéralisme

économique. Mais cette doctrine se heurte à des objections qui nous paraissent décisives : le Marché reste sans définition, la loi de l'offre et de la demande n'est qu'un cas particulier de l'activité économique (on oublie le don, le rôle du pouvoir, le jeu des puissances...), la catastrophe que nous sommes en train de vivre souligne une fois de plus le caractère illusoire des régulations automatiques qui sont vantées par Édouard Husson et Norman Palma lorsqu'elles s'appliquent au domaine monétaire.

D'où le danger d'un retour à une véritable politique de libre-échange, qu'inspirerait la *loyauté* dans les relations internationales. La fameuse *concurrence libre et non faussée* est un fantasme qui ne permet pas de savoir à quelle théorie de la concurrence on se réfère et nous avons maintes fois démontré que le libre-échange est le premier responsable de la crise mondiale, la cause immédiate de la contrainte salariale qui a été compensée un temps par le crédit à tout va. Le débat sur ce point est décisif car la politique de sortie de crise en dépend : pour nous, rien ne pourra être efficacement entrepris sans un système de protection souple de l'Europe.

Cela ne nous conduit pas à sous-estimer la gravité de la crise monétaire qui s'annonce. Mais, à cet égard, nos deux

auteurs cultivent une nostalgie de l'étalon-or - et plus encore du bimétallisme - qui nous paraît étrange. Le fait que le général de Gaulle ait réclamé le retour à l'or ne nous impressionne pas : on peut être gaullien et estimer qu'il ne fut pas judicieux de confier le ministère des Finances à Antoine Pinay puis à Valéry Giscard d'Estaing et qu'il était pour le moins dangereux de suivre les conseils de Jacques Rueff dans le domaine monétaire.

Dans leur analyse historique, Édouard Husson et Norman Palma observent que le passage du bimétallisme (or-argent) au monométallisme au cours du XIX^e siècle a provoqué la *contraction de la base monétaire* et a de ce fait *progressivement dérégulé les mécanismes du libéralisme économique* (...). Ils remarquent également qu'à l'époque de l'étalon-or les pays déficitaires avaient recours au protectionnisme pour reconstituer des réserves de métal sans lesquelles ils ne pouvaient pas mettre de monnaie-papier en circulation. L'automatisme monétaire était donc compensé par la suppression du libre-échange ? Drôle d'éloge du libéralisme ! Ils entérinent par ailleurs la logique déflationniste induite par l'étalon-or, qui provoquait la baisse des salaires et l'augmentation du chômage. Dès lors, comment peut-on proposer un système monétaire déflationniste pour lutter contre la déflation dans laquelle nous entrons ?

D'ailleurs, nos deux partisans du retour à l'or en font un objectif ultime et ils souhaitent (comme nous) la création d'une nouvelle monnaie internationale fondée sur un panier de monnaies. Mieux vaudra en rester là...

Sylvie FERNOY

(1) Édouard Husson & Norman Palma - « *Le capitalisme malade de sa monnaie, Considérations sur l'origine véritable des crises économiques* », F.-X. de Guibert, 2009, prix franco: 19 €.

 Achat immédiat

Boèce, l'ambition de l'intelligence

Que peut nous apporter dans notre vingt-et-unième siècle commençant, un auteur qui vécut aux cinquième et sixième siècles de notre ère, dans un univers politique et culturel bien différent du nôtre ? À peu près rien, répondraient sans doute les esprits forts, persuadés que la modernité nous a propulsés dans un espace qui nous rend étrangers à des modes de pensée précritiques, voire théologiques. Et pourtant, quelles que soient les options d'un chacun, on ne perd jamais son temps à tenter de comprendre ce qui nous a précédés et sans doute explique ce que nous sommes aujourd'hui. Après tout, en dépit de nos prétentions et de l'incontestable avancée du temps, nous continuons à nous débattre avec nos héritages les plus anciens, constatant que les *limes* culturels multiséculaires sont tenaces et que nous sommes tributaires des grands penseurs de la Grèce et des docteurs de l'Antiquité tardive. Et de ce point de vue, Boèce offre un intérêt particulier, se situant à l'intersection des premiers et des seconds, concentrant toutes ses énergies à prolonger l'empire romain défait et à assumer l'étonnant défi de la rencontre de la philosophie et du dogme chrétien.

L'historien des idées qu'était Jacques Chevalier désignait Boèce comme « *le premier des penseurs médiévaux et le dernier des Romains*. » Il lui reconnaissait aussi le mérite considérable d'annoncer le Thomas d'Aquin du treizième siècle avec son projet de rendre compte de la cohérence intellectuelle de la Révélation chrétienne en se servant de l'instrument aristotélicien. Bien sûr, l'Aquinate rencontrera Aristote grâce à des intermédiaires plus proches et son étonnante synthèse devra tout à son génie singulier. Mais le rapprochement avec son prédécesseur lointain n'en est pas moins précieux, d'autant qu'il s'en reconnaît l'héritier pour l'élaboration d'une notion aussi capitale que celle de *personne*. C'est en vertu de ce lien, que j'entendis parler de Boèce durant mes études, ignorant l'homme et le penseur qu'il avait été. Axel Tisserand est venu au secours de mon ignorance, pour m'instruire de la façon la plus précise de l'itinéraire et de l'œuvre du personnage (1). J'avais déjà rendu compte de sa traduction et de sa présentation publiées des *Traité théologiques* (2). Mais avec la publication de sa thèse, nous sommes désormais en possession du dossier intégral qui permet de comprendre l'origine de sa recherche.

Je persiste, en effet, à prétendre que cet enjeu dépasse la pure érudition universitaire, pour nous engager dans une réflexion qui nous touche dans nos soucis les plus actuels. La question de l'héritage est inépuisable, surtout en période de mutation historique accélérée. Même si l'aspect proprement politique n'est pas ici abordé, il n'en est pas moins sous-jacent à la problématique des échanges intellectuels

entre tradition romaine et tradition grecque, dans la perspective tracée par un Cicéron. Il l'est aussi dans le développement de la sagesse ancienne modifiée par le christianisme, conformément aux formidables intuitions d'un Augustin d'Hippone.

Axel Tisserand montre en premier lieu le prodigieux effort de Boèce pour traduire le plus exactement possible en latin les exigences conceptuelles de Platon et d'Aristote et de leurs grands commentateurs, Porphyre en tête. Son extrême rigueur déclarée est à la mesure d'une ambition intellectuelle dont la seule limite est sa faiblesse à rendre compte du mystère divin. Mais, même infirme, la rationalité est sans prix, car nous ne possédons pas d'autres moyens d'accès au vrai. Donc tout le travail considérable de traducteur et d'interprétation constitue un préalable obligé à la théologie. Augustin dans son traité sur *la Trinité* avait indiqué la voie que Boèce poursuivra avec plus de systématisme encore. Il faut ajouter que les Pères grecs ne sont pas indemnes de cette élaboration que des polémiques tardives voudront identifier avec la seule tradition latine.

par Gérard Leclerc



Philosophe de métier en quelque sorte, l'auteur *De la consolation de Philosophie* (son ouvrage de la fin écrit en prison, alors qu'il est condamné à mort et se prépare à l'exécution) est aussi théologien. Non reconnu comme Père de l'Église, il n'en est pas moins l'un des acteurs essentiels de la lutte au service de l'orthodoxie, à l'heure des grandes hérésies trinitaires et christologiques. Apparemment, il continue à s'exprimer en philosophe, avec des concepts aristotéliciens. Mais il le fait à partir de la foi qu'il revendique hautement. « *Partie de la philosophie spéculative, la théologique est le point de rencontre de la foi et de la raison, et cette rencontre l'intéresse en tant que telle, parce qu'elle est l'image de l'homme même, mais assumé par Dieu.* » On saisit par-là la sottise journalistique contemporaine qui ne cesse d'employer le mot théologie en un sens

dévalorisant, comme s'il s'agissait d'un mode inférieur de la pensée, figé dans l'affirmation obtuse de vérités cadencées. Alors que c'est tout le contraire. Boèce en fait la démonstration : il n'est capable de se saisir des données de la Révélation que parce qu'il est en possession des instruments les plus élaborés de la Raison. Et cette dernière est sollicitée vers le haut, de telle façon qu'elle devient capable de mieux appréhender ce qu'il en est du mystère de l'homme et de sa personnalité.

C'est en effet la réflexion sur la double nature du Christ et les relations trinitaires qui permettent à Boèce d'élaborer la notion de personne qu'il définira comme « *une substance individuelle de nature rationnelle*. » A priori une telle définition paraît proprement philosophique et aristotélicienne. Mais il faut prendre garde que c'est à partir du mystère de la personne du Christ qu'elle s'est formée et qu'ainsi elle est du côté de la transcendance de Dieu. Ce qu'elle a d'absolument unique et non instrumentalisable, lui vient d'une ressemblance plus haute. C'est bien là ce que Pierre Boutang appelait la modification chrétienne, qui sans abolir le socle essentiel de la rationalité humaine, apparentait l'homme au mystère insaisissable de Dieu.

■ (1) Axel Tisserand – « *Pars theologica – Logique et théologique chez Boèce* », *Sic et Non*, librairie philosophique J. Vrin, prix promotionnel franco : 37 €.

(2) Boèce – « *Traité théologiques* », présentation et traduction par Axel Tisserand, 2000, éditions Garnier Flammarion (prix franco : 10,50 €). Voir *Royaliste* n° 753.

En fils de roi

Gabriel Matzneff vient de publier les années 2007 et 2008 de ses carnets noirs. ⁽¹⁾

D'ordinaire, le journal intime d'un écrivain s'interrompt faute de combattant. Gabriel Matzneff, lui, en a décidé autrement : « *Le 31 décembre 2008 j'ai refermé ces carnets noirs que j'avais ouverts à l'âge de seize ans et ne les rouvrirai pas. Il faut savoir écrire le mot fin, il faut savoir mettre fin à son œuvre, à sa vie.* » (2) Ne pas laisser à la mort le dernier mot, tel était déjà le thème du texte avec lequel il fit son entrée dans la vie littéraire en 1965. Il citait alors Sénèque : « *Le sage vit autant qu'il doit et non autant qu'il peut [...].* » (3)

Qu'il s'agisse de notre vie ou bien de notre mort, personne n'est en droit de décider à notre place. Cette souveraineté individuelle, Gabriel Matzneff l'a toujours chantée. Dans ces *Carnets noirs 2007-2008*, son chant du cygne, il tient la note : « *J'aimerais que mes livres aident de futurs jeunes lecteurs à se pénétrer de la conviction que même dans notre monde fliqué, uniformisé, où la singularité est de moins en moins admise, il existe une réelle possibilité d'être un esprit libre, d'avoir une existence hors norme, au nez et à la barbe des professeurs de morale et des sycophantes.* »

Être un esprit libre demande une vigilance de tous les instants. Si vous n'y prenez garde, la société vous dépossède promptement de votre vie. Or, les jours sont comptés : « *Le temps que nous avons à passer sur cette terre, comparé à l'éternité, c'est une allumette qu'on craque dans la nuit : à peine allumée, déjà éteinte. Cet instant si bref, si fugace, Nil Kolytcheff n'avait jamais envisagé de le vivre autrement qu'en fils de roi.* » (4)

Il est donc urgent d'affirmer chaque jour sa souveraineté en disposant pleinement de son temps. Plus ce dernier sera

échangé contre les monnaies de singe que sont l'argent, le pouvoir et les honneurs, moins on sera libre : « *Tous les hommes, c'est vrai de nos jours comme ce le fut de tous les temps, se divisent en esclaves et êtres libres : car celui qui, de sa journée, n'a pas les deux tiers à soi est un esclave, qu'il soit au demeurant ce qu'il voudra : homme d'État, marchand, fonctionnaire, savant.* » (5)

Reste un tiers pour les obligations. Être libre, vivre en fils de roi n'est pas une utopie en ce début de XXI^e siècle : Gabriel Matzneff nous le prouve au quotidien.

Cette souveraineté n'est pas celle d'un égoïste qui fermerait les yeux sur les tragédies qui secouent le monde. Les observations sur la politique internationale abondent notamment dans ces nouveaux carnets noirs : Irak, Afghanistan, Serbie, Géorgie, Palestine. Sur chacun de ces sujets, Gabriel Matzneff déploie une souveraineté d'esprit en accord avec sa propre vie. Rien d'étonnant : que serait l'une sans l'autre ?

Gilles MONPLAISIR

❏ (1) Gabriel Matzneff - « *Carnets noirs 2007-2008* », Éd. Léo Scheer, 2009, prix franco : 22 €. ➔ [Achat immédiat](#)

❏ (2) Gabriel Matzneff - « *Le livre ultime* », 14 mars 2009, www.matzneff.com/textes/chroniques/livre_ultime.htm

❏ (3) Gabriel Matzneff - « *Le suicide chez les Romains* » dans *Le défi*, Éd. La Table Ronde, 1965, prix franco : 12 €. ➔ [Achat immédiat](#)

❏ (4) Gabriel Matzneff - « *Voici venir le fiancé* », Éd. La Table Ronde, 2006, prix franco : 21 €. ➔ [Achat immédiat](#)

❏ (5) Friedrich Nietzsche - « *Humain trop humain* », Éd. Gallimard, 1968, réédition en 2004 Hachette Pluriel prix franco : 11 €. ➔ [Achat immédiat](#)

L'armée des petites ombres

Les mouvements de Résistance des enfants au nazisme : les *Pirates de l'Edelweiss*, la *Rose blanche*, le *club Churchill*, le *groupe du Boul'Mich*, etc. - ados entre 12 et 20 ans, plus généralement de 16 à 18 ans - ont eu un caractère presque internationaliste.

Et pourtant, aucune structure globale ne les unissait. Apparus spontanément en Europe dans les pays qui ont vu naître l'idéologie totalitaire : Allemagne, Italie, Autriche, puis dans les pays occupés d'Europe centrale, orientale et occidentale, en Scandinavie et en URSS, au sein même des camps tel le soulèvement à Auschwitz organisé par Rôsa Robota, une jeune fille de quinze ans. Ces mouvements sont nés sur l'initiative des enfants, à l'insu de leurs parents qui furent parfois associés malgré eux.

Surgie en marge des mouvements de jeunesse musclés du scoutisme à la croix gammée qui avaient vu le jour dans les années trente - les fameuses jeunes hitlériennes -, cette *croisade des enfants*, version XX^e siècle est jusqu'à nos jours restée mal connue, pratiquement occultée par ceux qui se sont appropriés le récit de la Résistance. Le nom de ces enfants figure rarement sur nos monuments et dans nos livres d'histoire, à quelques rares exceptions près : quand ils ont été fusillés par les nazis, tels Pierre Benoît, Thomas Elek et les jeunes de l'Affiche rouge, Guy Môquet, ou déportés. Ému par cette lacune, cette *tache blanche* de l'histoire, Roger Faligot, fils de résistant, auteur par ailleurs de récits sur la Résistance, et d'un roman pour la jeunesse intitulé *Le Peuple des enfants*, a entrepris ce récit émouvant qui est un vibrant hommage à l'Armée des petites ombres.

Mais ce livre n'est pas qu'un exercice d'admiration à l'égard du courage et de la détermination de cette jeunesse. Très bien

documenté, beaucoup de petits faits vrais : chaque chapitre pourrait faire l'objet d'un film, reposant sur un grand nombre de témoignages des survivants de cette épopée, ce récit alerte prend parfois l'allure de ce que les Anglo-saxons appellent un « *non fiction novel* », un *roman documenté*, à ceci près qu'il ne d'agit pas d'un roman, ni de personnages inventés, mais d'êtres de chair et de sang, engagés dans la grande tragédie du XX^e siècle. qui ont su s'opposer à la barbarie nazie, se sacrifier malgré leur jeune âge. Les titres des seize chapitres sont magnifiques : *les petits princes à l'étoile jaune*, *les justiciers de la Main noire*, *les gavroches du drapeau rouge*...

En passant en revue, pays par pays, tous ces mouvements, (c'est dire le caractère presque exhaustif de l'enquête), et les resituant dans l'histoire nationale de chacun de ces pays, nous assistons au fil des pages, nom après nom, à une sorte de résurrection de cette cohorte de jeunes - garçons et filles -, avec leur côté guérilleros, desperados, le sentiment du bon droit, un courage à toute épreuve, même si certains ont pu flancher sous la torture, et pour lesquels l'engagement dans la Résistance était une évidence qui n'admettait pas le doute.

Alors : une histoire d'ados racontée aux ados ? Peut-être, mais chaque adulte la lira avec profit, car elle s'inscrit dans le grand mouvement de l'Histoire.

Anabella SCRIVIA

❏ Roger Faligot - « *La Rose et l'Edelweiss, ces ados qui combattaient le nazisme, 1933-1945* », Paris, La Découverte, prix franco : 21 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Souscription

« Sage est l'homme qui, ayant deux pains, en vend un pour acheter un lys »

(proverbe chinois)

Inquiétude. Inquiétude ? Oui, inquiétude car bien peu nombreux sont ceux qui ont répondu à mon appel à l'aide lancé il y a un mois. Me suis-je mal fait comprendre ? La crise frappe-t-elle nos amis plus durement que je le pensais ? Vous désintéresseriez-vous de l'existence de *Royaliste* ? Ou plus simplement avez-vous oublié ?

Je me permettrais de citer ici, sans le nommer, un de nos plus brillants intellectuels, non royaliste, qui nous écrit : « *C'est pour moi un bonheur de découvrir chaque quinzaine Royaliste. Je me plais à le répéter aux quelques républicains qui surnagent ça et là, rescapés épars du grand naufrage actuel* ». C'est parce que nous avons des témoignages comme celui-là que *Royaliste* doit continuer à exister et pour cela nous avons besoin de l'aide de tous nos lecteurs.

Nos besoins ne sont pas exorbitants : 15 000 euros pour assurer notre tranquillité financière pour cette année. Et, comme je l'écrivais il y a un mois, je compte donc sur chacun d'entre vous pour participer, même d'une manière modeste, à l'effort collectif que je demande à tous nos amis. N'hésitez pas « à vendre un pain pour acheter un lys »...

Yvan AUMONT

P.S. Chèques à l'ordre de *Royaliste* en précisant *Pour la souscription*, on peut aussi souscrire sur la page d'accueil de notre site www.narinfo.fr.st

Nicole Lemaigen

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris la mort de Nicole Lemaigen, le 14 avril dernier à Orléans, dans sa quatre-vingt-cinquième année. C'était la veuve d'Yves Lemaigen, cofondateur de notre mouvement et président de notre Comité directeur jusqu'en 1985, puis président d'honneur jusqu'à son décès en 1997. Tout en ne cachant pas ses désaccords avec ce qu'elle appelait « *notre gaullisme* » et qu'elle réprouvait, elle était restée fidèle à notre journal et nous apportait régulièrement son soutien. Que ses fille et fils et ses nombreux petits-enfants trouvent ici l'expression de notre sympathie.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 6 mai** - Historien, spécialiste de la Révolution française et de l'Empire, **Jean-Paul BERTAUD** consacre un nouvel ouvrage à une aventure méconnue : celle des « **Royalistes sous Napoléon** ». Qui sont-ils ? Que font-ils ? Qu'espèrent-ils ? Cadoudal est resté célèbre mais il y eut beaucoup de militants de l'ombre accomplissant avec obstination les tâches minuscules de la propagande quotidienne. Il y eut aussi des attentats et des attaques de diligence, des complots ourdis avec des puissances étrangères et le rêve d'une insurrection armée qui porterait Louis XVIII au pouvoir. Qu'en est-il des princes en exil ? Jean-Paul Bertaud explique leur politique, les conflits entre Louis XVIII et le comte d'Artois, futur Charles X et les conditions dans

lesquelles s'effectue leur retour. En 1814, les royalistes tiennent leur revanche et, pour certains, leur vengeance. Sur fond de Terreur blanche, on peut croire à la victoire durable des ultras : c'est le royalisme libéral et le régime parlementaire qui résulteront de cette période de violence.

● **Mercredi 13 mai** - Les médias présentent les relations franco-allemandes sous l'angle des rapports personnels entre les dirigeants des deux pays et les analyses plus générales nous tiennent dans l'ignorance de la vie politique allemande. Or notre voisin et principal partenaire entre dans une période de campagne électorale, en vue des élections législatives de cet automne. C'est pourquoi nous avons demandé à **Édouard HUSSON**, historien, spécialiste de l'Allemagne contemporaine, de procéder à une mise au point générale. « **Qu'en est-il de l'Allemagne ?** » Où en sont les rapports de force politiques ? Quel est l'avenir du nouveau parti de gauche, *Die Linke* dont l'exemple inspire en France les dissidents du Parti socialiste ? Comment le peuple allemand juge-t-il ses dirigeants ? Comment ceux-ci affrontent-ils la crise mondiale ? Les élections au Bundestag peuvent-elles modifier les relations entre Paris et Berlin ? Autant de questions cruciales auxquelles notre invité apportera des réponses précises.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 14 juin** prochain.

Les membres du Conseil re-

cevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non aux atlantistes

La campagne pour les élections européennes est lancée. Il s'agit comme d'habitude d'une série de manœuvres que les états-majors rivaux organisent en vue de la bataille pour l'Élysée. De toute évidence, l'Union européenne n'est qu'un prétexte. François Bayrou va tenter de conquérir une position incontournable dans l'opposition : l'Europe n'est pas au premier rang de ses préoccupations. Nicolas Sarkozy confirme qu'il n'est pas le président de la République tel que le définit la Constitution, mais le chef du parti majoritaire qui utilise les hommes et les moyens du gouvernement pour sa propagande : annonce de nouvelles lois répressives, déplacement du ministre de l'Immigration à Calais, mesures pour l'emploi des jeunes. On cible ses publics, selon les techniques qui ont marché en 2007. On cache sous des slogans volontaristes les réactions minimalistes et désordonnées de la bureaucratie européenne face à la crise mondiale. On mise sur les divisions du camp adverse pour s'en tirer à bon compte le 7 juin.

A gauche, Martine Aubry va tenter de s'affirmer face à Nicolas Sarkozy et à Ségolène Royal. Son premier discours de campagne, à Toulouse le 24 avril, était le produit typique des faiblesses et des contradictions de la rue de Solferino : on a célébré l'unité d'action des socialistes européens... qui ne soutiennent pas le même candidat à la présidence de la Commission ; on a annoncé un plan de relance coordonné à l'échelle de l'Union pour « changer l'Europe » dès le 8 juin alors que l'Assemblée de Strasbourg est

incapable de le concevoir et de le faire appliquer ; on a éliminé tout projet de protection des économies européennes – ce qui ridiculise d'emblée les discours « keynésiens » et l'allusion rituelle à « l'Europe sociale ».

Faut-il poursuivre cet examen critique ? C'est inutile. Ce n'est pas seulement l'irréalité des discours qui est en cause mais la signification du scrutin du 7 juin. Elections au Parlement européen ? Encore faudrait-il



que les députés le définissent comme tel et se conçoivent eux-mêmes comme les représentants des peuples nationaux de l'Union européenne. Ne sont-ils pas les artisans du rapprochement entre l'Europe et les citoyens actuellement vanté par les propagandistes de la Commission ?

La réponse se trouve dans le texte A6-0114/2009 sur laquelle Édouard Husson a attiré l'attention (1). Précisément, il s'agit de la *Résolution du Parlement européen du 26 mars 2009 sur l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux États-Unis* qui se découpe en treize considérants et soixante-deux recommandations. Ce morceau indigeste a été voté

le 26 mars par 503 pour, 51 contre et 10 abstentions – donc avec le soutien massif des députés de gauche. Il serait de la plus haute importance que les peuples européens concernés soient informés de ce qui a été voté selon les vœux qu'ils auraient exprimés (où ? quand ?) :

« *Considérant (point E) que le partenariat transatlantique doit demeurer une pierre angulaire de l'action extérieure de l'Union* », le point 10 propose l'institution d'une « *assemblée transatlantique servant de forum pour le dialogue parlementaire, l'identification d'objectifs ainsi que le contrôle conjoint de la mise en œuvre de l'accord, et pour la coordination des travaux du Parlement européen et du Congrès américain sur les questions d'intérêt commun* ». Ceci pour atteindre « *l'objectif d'un véritable marché transatlantique intégré* » désigné au point L. Cette intégration économique se double d'une intégration militaire puisque le Parlement européen « *souligne (point 37) l'importance de l'Otan en tant que pierre angulaire de la sécurité transatlantique* »...

L'objectif n'est plus la construction européenne mais un marché euro-américain intégré ; la défense européenne se définit par l'intégration des armées nationales dans une organisation dirigée par les militaires américains ; on ne parlera bientôt plus des institutions européennes puisque les différents organes de l'Union sont invités à accueillir du personnel américain – les bureaucrates européens étant incités à aller s'américaniser à Bruxelles.

Nous prenons acte de cette abdication délibérée.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. « *Ma semaine allemande* » du 18 avril, sur le site de Marianne2.fr http://www.marianne2.fr/Ma-semaine-allemande-Die-Linke--un-parti-comme-les-autres_a178099.html